

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVIVAL

1430 AV DREYFOUS DUCAS
ZONE PORTUAIRE
78520 Limay

Code AIOT : 0006512345

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement REVIVAL implanté 1430 AV DREYFOUS DUCAS ZONE PORTUAIRE 78520 Limay. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- 1430 AV DREYFOUS DUCAS ZONE PORTUAIRE 78520 Limay
- Code AIOT : 0006512345
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REVIVAL exploite des installations de transit, regroupement ou tri de métaux et de déchets dangereux. Elle exerce également des activités de traitement de déchets non dangereux notamment par l'intermédiaire d'un broyeur à métaux et de véhicules hors d'usage dépollués.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Illégaux déchets
- VHU
- Gestion du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Gestion du risque incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20.IV	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 2.8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 7.6.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26 et R. 543-155-1 (II)	/	Sans objet
4	Obligation de reprise sans frais des VHU	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 543-155 (II)	/	Sans objet
5	Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	/	Sans objet
6	Obligation de remise des batteries issues des VHU et DEEE	Code de l'environnement du 18/08/2025, article 65	/	Sans objet
7	Gestion du risque incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.III	/	Sans objet
9	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

la visite d'inspection a permis de mettre en avant la nécessité pour l'exploitant de se positionner sur le classement de ses activités concernant la rubrique 2712 "Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719" de la nomenclature des installations classées. En effet, comme détaillé en fiche n°8 du présent rapport, les activités exercées par l'exploitant ne semblent pas devoir être soumises aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel relatif à la rubrique 2712. Cependant, si l'exploitant souhaite pour autant conserver le bénéfice du classement pour cette rubrique, il devra respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2026 et notamment l'article 20.IV objet d'une non-conformité relevée lors de cette visite d'inspection.

L'équipe d'inspection a également constaté de mauvaises conditions d'entreposage des déchets de batteries présents sur le site de l'exploitant. Ce constat fait l'objet d'une non-conformité détaillée en fiche n°10 du rapport.

Plusieurs remarques et demandes, ne relevant pas d'une non-conformité, ont également été formulées par l'équipe d'inspection.

Outre ces deux points, l'équipe d'inspection a constaté, de la part de l'exploitant, une bonne gestion et connaissance du risque incendie que représentent ses activités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 2.8
Thème(s) : Autre, Rapport mensuel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/08/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit un rapport mensuel d'exploitation comportant a minima les informations suivantes pour chaque jour d'exploitation du broyeur :</p> <ul style="list-style-type: none">- quantité de déchets traités par type de déchets ;- horaire de fonctionnement du broyeur ;- incidents rencontrés (souffle, surpression, imbroyables,etc), en précisant la durée, l'intensité les valeurs mesurées en autosurveillance lors de l'incident, les conditions météorologiques, les causes et les actions correctives menées ;- résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques ;- tout fait marquant devant être porté à la connaissance de l'inspection. <p>Le rapport mensuel d'exploitation est transmis à l'inspection des installations classées avant la fin de la deuxième semaine suivant le mois de référence.</p>

Constats :

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection son outil de partage « Share Point » dans lequel est enregistré le tableau de suivi nommé « rapport mensuel ».

L'équipe d'inspection constate que l'ensemble des éléments prévus à l'article 2.8 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2013 sont présents.

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant d'ajouter également dans son tableau de suivi tous les éléments relatifs à la gestion des eaux d'extinction incendie, par exemple les références des rapports de pompage de ces eaux comme celui émis par la société CERECO (ref : CP/13-08-25/04315) à la suite de l'incendie survenu le 18 juillet 2025.

Au regard des constats établis, l'équipe d'inspection considère que la non-conformité **n°20230824 - NC - 1** est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- 12 poteaux incendie de 60 m³/h répartis à proximité de l'ensemble des bâtiments ;
- 27 robinets d'incendie armés efficacement protégés du gel dont l'implantation aura été définie à partir du plan d'implantation des différentes aires de stockage visé à l'article 5.1.12.4 du présent arrêté, de manière à pouvoir atteindre les principaux foyers d'incendie ;
- 1 installation d'extinction automatique d'incendie dans le bâtiment de stockage des résidus de broyage automobiles ;
- 1 aire motopompe pour les pompiers avec un tuyau d'aspiration muni d'une crépine située à 50 cm sous le niveau le plus bas de la seine ;
- 1 rampe d'arrosage du convoyeur de transfert des broyas en sortie du broyeur ;
- 1 extincteur de 9 kg ABC pour l'aire de distribution de carburants ;
- des extincteurs portatifs, pour la défense interne des locaux, à eau pulvérisée de 6 litres minimum ou en cas de risque électrique à poudre ABC de 6 kg, répartis judicieusement à raison de 1 pour 200 m² de plancher avec un minimum d'un appareil par niveau.

L'établissement dispose en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

L'exploitant fait réaliser annuellement un essai en simultané des hydrants du site (poteaux incendie et aire motopompe pompiers) afin de vérifier qu'un débit minimum de 240 m ³ /h est atteint.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le rapport de contrôle du débit et pression simultanés des deux poteaux incendie n°7 et n°12 présents sur son site. Ce rapport a été émis par la société Eurofeu n°C515558 le 29 août 2025 et atteste d'un débit pour le poteau n°7 de 189 m³/h et de 184 m³/h pour le poteau n°12 pour un débit total en simultané de 373 m³/h.</p> <p>Au regard des constats établis, l'équipe d'inspection considère que la Non-conformité n°20230824 - NC - 2 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26 et R. 543-155-1 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2026, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec au moins un éco-organisme ou un système individuel agréé en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'équipe d'inspection qu'il ne met en œuvre aucune des actions prévues à l'article L. 541-10-26 et qu'il réalise uniquement des opérations de broyage de véhicules hors d'usage (VHU) préalablement dépollués avant leur réception sur le site.</p> <p>En conséquence, l'obligation de contractualisation avec un éco-organisme ou avec un ou plusieurs systèmes individuels agréés ne s'applique pas à son établissement.</p> <p>L'exploitant présente toutefois le contrat conclu à l'échelle du groupe REVIVAL Derichebourg avec l'éco-organisme « Recycler Mon Véhicule », applicable aux sites sur lesquels des opérations de dépollution sont réalisées, notamment celui situé sur la commune de Porcheville. Ce contrat a été signé le 31 janvier 2025.</p> <p>Il précise par ailleurs avoir également conclu des contrats avec les systèmes individuels Volkswagen et Renault.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Obligation de reprise sans frais des VHU

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 543-155 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2026, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
Constats : L'exploitant déclare réceptionner sur sa plateforme des véhicules hors d'usage (VHU) préalablement dépollués, sans facturer de frais à l'entité qui les lui remet. Il précise notamment procéder lui-même à l'achat de ces déchets et présente à l'équipe d'inspection un document récapitulatif des opérations d'achat de la société. L'équipe d'inspection procède, par sondage, à l'examen d'une facture extraite du dossier. Elle constate qu'il s'agit d'un achat réalisé par la société REVIVAL auprès de la société AMF (Achat Métaux Ferraille), portant sur des VHU dépollués, en date du 31/12/2025 (facture n° 1225006). L'exploitant indique par ailleurs qu'aucun véhicule non dépollué n'est admis sur le site, qu'il soit apporté par des particuliers ou par des professionnels.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2026, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.
Constats :

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le compte « track déchet » associé au site de Limay. L'équipe d'inspection constate que le numéro de siret (61662009200927) associé au compte correspond bien au site de l'exploitant et ne renvoie pas au siège de la société.

L'équipe d'inspection procède à la lecture par échantillonnage d'un Bordereau de suivi de déchet (BSD) référencé sur le compte track déchet de l'exploitant.

Le BSD n°VHU-20260225-GBHDQH754 a été émis par l'éco-organisme « Recycler mon Véhicule » pour des actions de broyage assurées par l'exploitant. Ces actions ont été réalisées le 26 février 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Obligation de remise des batteries issues des VHU et DEEE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/08/2025, article 65

Thème(s) : Actions nationales 2026, gestion des batteries extraites des véhicules

Prescription contrôlée :

Les exploitants d'installations de traitement relevant de la directive 2000/53/CE (VHU) ou de la directive 2012/19/UE (DEEE) remettent les déchets de batteries résultant du traitement des véhicules hors d'usage ou des déchets d'équipements électriques et électroniques aux producteurs des catégories de batteries concernées ou, aux éco-organismes ou aux opérateurs de gestion des déchets sélectionnés par ces éco-organismes dans le cadre de procédure d'appel d'offres. Les exploitants d'installations de traitement visés au paragraphe 1 conservent des registres de ces transactions de remise.

Constats :

L'exploitant indique à l'équipe d'inspection que les véhicules hors d'usage (VHU) réceptionnés sur le site sont préalablement dépollués et dépourvus de batterie. Il précise toutefois que, de manière exceptionnelle, la présence d'une batterie peut être constatée sur un VHU réceptionné.

Par ailleurs, dans le cadre de ses activités de tri et de transit de métaux, l'exploitant est susceptible de recevoir des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) contenant des batteries au lithium, tels que des trottinettes électriques.

L'équipe d'inspection constate la présence de ce type de déchets sur le site, dans des volumes nettement inférieurs au seuil de classement au titre de la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) — « Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 » — lequel relève du régime de la déclaration avec contrôle périodique pour un volume fixé à 100 m³.

L'équipe d'inspection rappelle néanmoins à l'exploitant que, en cas d'atteinte de ce seuil, des démarches de régularisation administrative devront être engagées.

L'exploitant indique à l'équipe d'inspection que les déchets contenant des batteries au plomb, sont principalement orientés vers le site de REVIVAL situé en Normandie, sur le territoire de la commune de Castine-en-Plaine (14540). En ce qui concerne les batteries au lithium, elles sont collectées par l'éco-organisme Ecosystem.

Il présente à l'équipe d'inspection le contrat conclu avec l'éco-organisme Ecosystem, signé le 16

juillet 2025. Le site de Castine-en-Plaine figure bien en annexe de ce contrat.

Après vérification, l'équipe d'inspection constate que le site normand dispose de l'autorisation ICPE requise pour le traitement de déchets dangereux. Celui-ci est soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2790 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) : « Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795 ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.III

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place de rondes

Prescription contrôlée :

A. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

" a. Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site." b. Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

" **B.** L'exploitant détermine les consignes concernant :

" - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;" - le parcours des rondes et les points d'observation ;" - la formation du personnel concerné ;" - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;" - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

Constats :

L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'une surveillance physique du site est assurée, en dehors des horaires d'ouverture, par un gardien. Celui-ci effectue au minimum trois rondes quotidiennes couvrant l'ensemble du site. Afin de garantir le passage en tous points stratégiques, un système de pointeaux a été mis en place. Ce dispositif comprend 14 points de contrôle que le gardien est tenu de valider lors de ses rondes, au moyen de son téléphone portable.

L'équipe d'inspection constate, dans la cabine du gardien, la présence d'une main courante tenue à la fois sous format papier et numérique. Un contrôle par échantillonnage est réalisé : il ressort que, le 30 octobre 2025, le gardien a pris son service à 17h00 et l'a terminé à 5h00. Quatre rondes ont été effectuées, d'une durée moyenne unitaire d'environ 30 minutes. La dernière ronde s'est achevée à 4h06.

L'exploitant précise qu'entre deux rondes, lorsque le gardien se trouve dans sa cabine, celui-ci peut détecter tout départ d'incendie grâce à un système de caméras thermiques dotées d'une intelligence artificielle. Ce dispositif permet une alerte automatique du gardien ainsi que du service de télésurveillance du groupe, lequel informe ensuite le directeur et le directeur adjoint du site.

<p>L'exploitant présente également à l'équipe d'inspection les consignes prévues à l'article 10.III de l'arrêté ministériel du 06/06/2018. Ces consignes sont affichées dans le bâtiment des gardiens et intègrent l'ensemble des éléments mentionnés au point B dudit article. L'ensemble des gardiens est titulaire de la formation SSIAP 1.</p> <p>L'équipe d'inspection procède au contrôle aléatoire de l'attestation de formation d'un gardien, M. C.L.G., et constate que celle-ci, d'une validité de trois ans, est échue depuis le 18 février 2026. L'exploitant présente les échanges de courriels intervenus avec la société Formaguard en vue du renouvellement des attestations. Il ressort que M. C.L.G. est convoqué les 9, 10 et 11 mars 2026 afin de procéder à ce renouvellement.</p> <p>Enfin, l'équipe d'inspection relève que, dans la fiche relative au matériel de détection précoce d'un incendie, la valeur seuil devant déclencher une alerte lors de l'utilisation du pistolet thermique mis à disposition du gardien n'est pas renseignée. Selon les indications de l'exploitant, cette valeur est fixée à 60 °C. Elle devra être formellement intégrée dans la fiche correspondante conservée au poste de garde.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Gestion du risque incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20.IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, zone d'immersion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose d'une zone d'immersion à proximité de la zone de stockage temporaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'équipe d'inspection qu'aucune opération de dépollution n'est réalisée sur les véhicules hors d'usage (VHU) réceptionnés sur le site, ceux-ci arrivant déjà dépollués. L'activité exercée se limite ainsi à des opérations de broyage.</p> <p>Au regard du champ d'application de la rubrique 2712, tel que précisé dans la « note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets », le broyage de véhicules ou d'autres moyens de transport après dépollution ne relève pas de la rubrique 2712 mais exclusivement de la rubrique 2791.</p> <p>L'équipe d'inspection rappelle toutefois à l'exploitant que le broyage de véhicules n'ayant pas fait l'objet d'une dépollution complète est strictement interdit.</p> <p>L'équipe d'inspection constate par ailleurs la présence d'environ dix IBC d'un volume unitaire de 1 m³, disposés autour de la zone d'entreposage des VHU avant broyage. L'exploitant précise qu'en cas de départ d'incendie, en complément des canons à eau répartis sur le site, ces IBC sont vidés au moyen de grues à grappin au-dessus des véhicules concernés.</p> <p>Cependant, l'équipe d'inspection ne constate pas la présence d'une zone d'immersion à proximité immédiate de la zone d'entreposage des VHU, telle qu'exigée par l'article 20.IV de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié.</p> <p>Non-conformité n°20260226 – NC – 1</p> <p>Au regard des constats réalisés, l'exploitant doit, dans un délai de trois mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit procéder à la cessation partielle de l'activité relevant de la rubrique 2712 « Installation

d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 », telle que mentionnée notamment dans l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 78-2023-04-24-00008 du 24 avril 2023, dès lors que seules des activités de broyage de VHU préalablement dépollués sont exercées sur le site. Dans ce cas, l'existence d'une zone d'immersion ne sera pas requise ;

- soit mettre en place une zone d'immersion des VHU conforme aux exigences réglementaires, à proximité de la zone d'entreposage desdits véhicules, dans l'hypothèse où l'exploitant choisit de demeurer soumis à la rubrique 2712.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

Constats :

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection la version papier de son plan de défense contre l'incendie et précise que ce document est également en version dématérialisée. Il indique en outre qu'un exemplaire est conservé dans un coffret fermé à clé, situé à l'entrée du site, ce que l'équipe d'inspection constate. Ce coffret est accessible au moyen d'une clé dite « pompier ». L'exploitant précise enfin que le plan est transmis au Service départemental d'incendie et de secours.

L'équipe d'inspection vérifie que l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 figure bien dans le plan de défense contre l'incendie présenté.

Un contrôle par échantillonnage est réalisé sur deux fiches de données de sécurité (FDS) correspondant à des produits inscrits dans le tableau « Inventaire des produits chimiques – quantités maximales présentes sur site », annexé audit plan. L'exploitant est en mesure de présenter les FDS des deux produits sélectionnés, à savoir :

- l'antigel / liquide de refroidissement « Coolelf ECO BS » ;
- l'huile hydraulique « Titan HV 68 ».

L'équipe d'inspection constate que ces FDS sont disponibles à la fois en version dématérialisée et en version papier dans le bâtiment dédié à la maintenance.

L'exploitant indique par ailleurs que l'état des stocks n'est pas actualisé en temps réel, les quantités mentionnées dans le plan de défense contre l'incendie correspondant aux volumes maximaux autorisés à être entreposés sur le site.

L'équipe d'inspection demande néanmoins à l'exploitant de mettre en place un suivi plus précis des stocks, afin que, le cas échéant, les informations disponibles reflètent fidèlement les quantités réelles de substances dangereuses effectivement présentes sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Stockage des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque incendie et de pollution

Prescription contrôlée :

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718 ou 2790 sont soumises aux dispositions suivantes » .

Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, « conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau », et munis de rétention. Pour les batteries contenant du

lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.

Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.

[...]

Constats :

L'équipe d'inspection constate que les batteries au lithium sont entreposées dans six conteneurs dédiés. Toutefois, ces conteneurs ne sont ni fermés ni protégés des intempéries. Ils ne disposent pas de dispositif de rétention et sont directement installés sur la dalle en béton du site.

En outre, ces conteneurs ne présentent pas une résistance au feu de degré R60, contrairement aux exigences réglementaires. L'exploitant précise que ces équipements lui sont fournis par l'éco-organisme Ecosystem, avec lequel il a conclu un contrat pour la gestion de ces déchets.

L'équipe d'inspection relève par ailleurs que ces batteries sont stockées sur le site depuis le mois de juin 2025. Aucune collecte n'a été effectuée par l'éco-organisme précité, malgré plusieurs demandes formulées par l'exploitant, dont les justificatifs sont présentés à l'équipe d'inspection (30 juin, 22 juillet 2025, 20 janvier, 12 et 23 février 2026).

Non-conformité n°20260226 – NC – 2

Au regard des constats établis, l'équipe d'inspection demande à l'exploitant, dans un délai d'un mois :

- de faire procéder à la collecte de l'ensemble des déchets de batteries (lithium et plomb) entreposés sur le site, et de transmettre à l'inspection tout justificatif attestant de la réalisation effective de cette opération ;
- de mettre en place des dispositions garantissant que le stockage des déchets de batteries soit conforme aux exigences de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois